

## À propos de l'Archipel Multi-Océanique des Micronations-Unies (AMOMU)

L'Archipel Multi-Océanique des Micronations-Unies (AMOMU) est à la fois une nation et une communauté des nations.

L'AMOMU revendique plusieurs îles et atolls actuellement sous la juridiction des États-Unis et de la Colombie, mais exerce d'ores et déjà une souveraineté réelle de type virtuel au sein du réseau 'Cesidian Root', une solution alternative d'Internet avec des serveurs racines en Pennsylvanie, en Allemagne, en Suède, en Thaïlande, et au Japon. Nous espérons intégrer le réseau 'Cesidian Root' dans notre principale industrie nationale.

L'AMOMU intègre plusieurs entreprises, organisations, voire même des organisations intermicro-nationales dans les deux entités: 1) Cyberterra, une perspective mathématique dans la mer Adriatique, qui fonctionne comme notre capitale virtuelle et cybernétique, notre étalon de mesure de temps et de date, et est le fondement de la souveraineté que nous exerçons légalement sur l'ensemble de hautes mers; et 2) la Communauté du Cinquième Monde, le principal '*diaxenospitia*' mondial, c.-à-d. une localité peuplée d'immeubles et de propriétés très clairsemés situés dans l'État de New York, en Caroline du sud, en Iowa, au Belize, et en Italie.

L'AMOMU et ses passeports sont reconnus par la Ligue des Nations Indiennes de l'Amérique du Nord (LNIAN) et d'autres micronations, et il fournit les services de domaine de premier niveau (DPN) au sein du réseau 'Cesidian Root' pour le gouvernement de la zone antarctique et de plusieurs autres micronations.

L'AMOMU reconnaît l'ensemble des organisations, nations et états inscrits au 'Micronational Professional Registry' (MPR), une organisation professionnelle micronationale, qui à son tour reconnaît ipso *facto* plusieurs nations du Quatrième monde, Cinquième monde, et Sixième monde. Le MPR reconnaît également 24 états souverains, et d'autres entités géopolitiques diverses.

L'AMOMU est reconnu par le Parlement Mondial (des Etats) pour la Sécurité et la Paix, un organisme intergouvernemental des états accrédités auprès des Nations Unies, de ce fait d'ores et déjà un sujet de droit international, mais non membre des Nations Unies. Alors que l'AMOMU ne fait vraiment pas cas des Nations Unies, personne ne nous en voudrait si quelques états souverains des l'ONU nous ont reconnu. Nous serions particulièrement heureux de bénéficier de la reconnaissance des gouvernements du Pérou et de la Hongrie, du fait que ces deux états ont désapprouvé le programme des Organismes génétiquement modifiés (OGM). La Norvège est un autre état pour lequel la reconnaissance nous ferait plaisir. Ce n'est pas à dire que tous les états de l'ONU sont mauvais, corrompus, ou immoraux, mais la plupart le sont malheureusement.

L'AMOMU a signé trois traités environnementaux avec d'autres micronations. Ces traités confèrent effectivement à l'AMOMU, et à d'autres signataires micronationaux, un contrôle légal sur l'ensemble de hautes mers du monde, et voire même le contrôle légal sur l'espace aérien.

Le gouverneur de l'AMOMU, l'Honorable Révérendissime Docteur Cesidio Tallini, est également le président et fondateur du réseau 'Cesidian Root', une solution alternative d'Internet. Il est aussi l'évêque de 'Cesidian Church', un souverain prélat qui jouit d'une triple lignage religieuse allant à Melchisédech,

à Christ, et à Pahana. Cela signifie qu'il peut de plein droit baptiser, conférer la confirmation, officier les cérémonies de mariage, ordonner les prêtres, et consacrer les évêques. Cela veut dire qu'il peut légalement créer des établissements scolaires, et a en fait fondé l'Université Saint René Descartes, voire même canonisé de nouveaux saints comme Saint René Descartes. Cela veut également dire qu'il peut pratiquer un ministère de guérison sous couvert des Dispositions légales américaines de portée nationale et internationale régissant les populations indigènes. Le gouverneur de l'AMOMU est aussi un écologiste, un chercheur indépendant, un diplomate international, et un auteur.